

Le 1<sup>er</sup> mai 2024

## MESSAGE ENVOYÉ PAR COURRIEL

Gouvernement de la République de Biélorussie  
Premier Ministre Roman Golovchenko  
Siège du gouvernement,  
Place de l'indépendance, Minsk  
[contact@government.by](mailto:contact@government.by)

**OBJET : Mettre fin à la persécution politique et à la répression des dirigeantes et dirigeants syndicaux ainsi que des militantes et militants de syndicats en Biélorussie**

Monsieur le Premier Ministre Golovchenko,

Au nom d'Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada représentant 315 000 membres partout au pays, nous joignons notre voix à celle de l'ensemble du mouvement ouvrier pour condamner le fait que votre gouvernement prenne actuellement pour cible les syndicats ouvriers indépendants ainsi que les dirigeantes et dirigeants de syndicats.

Depuis les élections de 2020 en Biélorussie, votre gouvernement a déployé des mesures de répression généralisées à l'égard des militantes et militants syndicales allant même jusqu'à procéder à la dissolution de syndicats indépendants et à faire arrêter de façon arbitraire plusieurs dirigeantes et dirigeants syndicaux ensuite détenus, puis faussement accusés et condamnés pour des motifs politiques. C'est ce qui est arrivé aux membres du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP), du syndicat biélorusse libre des métallos (SPM) et du syndicat biélorusse des travailleuses et travailleurs de la radio et de l'électronique (REP). Le droit à la liberté d'association est un aspect fondamental de toute démocratie et un mouvement syndical indépendant est essentiel pour que les travailleuses et travailleurs puissent faire entendre leur voix et faire respecter leurs droits.

Nous sommes profondément préoccupés quant à la manière dont cette vague de violence et de répression politique vise également d'autres groupes, notamment les journalistes, les avocates et avocats ainsi que d'autres militantes et militants qui défendent les droits de la personne et la démocratie. Ces violations ont été signalées par

des organismes internationaux et les groupes de défense des droits comme Human Rights Watch et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme qui continuent de dénoncer la situation alarmante sur le terrain, ce qui a motivé plusieurs pays, y compris le gouvernement du Canada, à imposer des sanctions supplémentaires aux autorités biélorusses. Ainsi, nous exhortons votre gouvernement à respecter le droit international et les conventions des droits de la personne en demandant la libération immédiate de l'ensemble des prisonnières et prisonniers politiques syndicaux, en mettant fin à la persécution politique des travailleuses et travailleurs ainsi qu'en rétablissant les droits des travailleuses et travailleurs à la liberté d'association.

Nous continuerons d'exprimer notre solidarité avec les dirigeantes et dirigeants des syndicats ouvriers partout dans le monde dans un esprit de liberté, de démocratie et de protection des droits de la personne.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lana Payne', written in a cursive style.

Lana Payne  
Présidente nationale, Unifor

c.c. L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée et ministre des Affaires étrangères du  
Canada  
Atle Høie, secrétaire-général, IndustriALL

/klsep343